

L'attentat

Guy Wagner

Il y a quarante ans, le vendredi 29 octobre 1965, la France a connu l'un des événements politiques les plus sordides de son Histoire, un „attentat“ qui allait jeter le discrédit à la fois sur la France et sur le régime de Hassan II du Maroc.

Les faits

Mehdi Ben Barka, né en janvier 1920 à Rabat, professeur de mathématiques, devint président de l'Union nationale des forces populaires (UNFP) et le principal opposant de gauche au régime marocain. Hassan II l'exila d'abord, puis le fit condamner à mort par contumace en 1963.

Ben Barka est chargé d'organiser la conférence tricontinentale qui devait rassembler à La Havane en 1966 des Etats venant d'accéder à l'indépendance et des mouvements de libération. Il va à Paris.

Vendredi, le 29 octobre 1965, il a rendez-vous à la brasserie Lipp pour déjeuner avec un journaliste, Philippe Bernier, le cinéaste Georges Franju qui envisage de tourner un film intitulé „Basta“ sur les mouvements de libération nationale en Afrique, en Asie et en Amérique latine, qui devait être présenté à la conférence de Cuba. Ce rendez-vous avait été organisé par un repris de justice, Georges Figon.

A 12h15, deux policiers de la brigade mondaine, Louis Souchon et Roger Voittot, au service du général Oufkir, chef de la police marocaine, invitent Ben Barka à monter dans une voiture où se trouve Antoine Lopez, informateur du SDECE (les services secrets français devenus DGSE). Ben Barka est conduit à Fontenay-le-Vicomte, dans la villa d'un type du „milieu“, Georges Boucheseiche. C'est là que ses traces se perdent.

L'affaire

Ce que l'on sait, c'est que le général Oufkir, Ministre de l'Intérieur marocain, et son adjoint à la Sûreté, le commandant Ahmed Dlimi, sont avertis ... que „le colis“ a été livré. Le lendemain, ils arrivent à Paris.

La disparition de Ben Barka tombe d'autant plus mal que la France est en pleine campagne présidentielle et que pour la première fois de Gaulle se trouve face à un adversaire de taille, François Mitterrand. L'affaire suscite l'indignation de l'opposition et des intellectuels. On se rappelle la rupture avec le gaul-

lisme de Maurice Clavel, dont la pièce „Saint Euloge de Cordoue“ venait d'être créée au Théâtre d'Esch.

Quelques semaines après l'enlèvement, Georges Figon affirme le 10 janvier 1966 à L'Express avoir vu Oufkir tuer Ben Barka dans la villa, mais un ancien agent marocain du nom d'Ahmed Boukary affirme que le kidnappé aurait été „exfiltré“ vers le Maroc, torturé, et son corps dissout dans une cuve d'acide.

L'instruction conduit à l'inculpation de treize personnes. Parmi elles Oufkir, Dlimi, Marcel Leroy-Finville, un cadre du SDECE, Lopez et Georges Figon. Celui-ci est retrouvé mort, le 17 janvier 1966. Suicide d'un suicidé?

Un premier procès s'ouvre le 5 septembre 1966, un second le 17 avril 1967 ... en l'absence de la famille Ben Barka. Prétexte: ses principaux avocats sont morts.

Le 5 juin 1967, tous les inculpés sont acquittés, à l'exception de Lopez et Souchon, condamnés resp. à huit et à six ans de prison, et d'Oufkir, condamné par contumace à la réclusion à perpétuité. Cette condamnation d'un ministre étranger en exercice est un fait sans précédent dans le droit international.

Les mystères

Qui est derrière cette sordide affaire?

Le pouvoir marocain, bien sûr; Hassan II, c'est évident. Mais ils avaient été aidés par les services secrets français et par des truands travaillant pour eux contre des opposants marocains en France.

On doit aussi supposer que la CIA était impliquée. Le magazine Time a révélé qu'en avril-mai 1965, par l'intermédiaire de l'ambassade des USA au Maroc, les autorités marocaines avaient demandé officiellement aux Américains de les aider à „récupérer“ Ben Barka. En 1976, le gouvernement US a reconnu, suite à des requêtes formulées dans le cadre du „Freedom of Information Act“, que la CIA était en possession de 1800 documents sur Ben Barka. Ils restent cependant non publics, car leur „déclassification“... porterait atteinte à la sécurité nationale des USA. Sic!

De nombreuses enquêtes permettent aussi d'affirmer avec certitude l'implication du Mossad – les services secrets israéliens – dans l'affaire, du moins par un soutien logistique aux collègues marocains dans l'exécution du crime. C'est d'ailleurs un agent du Mossad qui avait convaincu Ben Barka de quitter Genève, lieu sûr, pour aller à Paris. Le 11 décembre 1966, en plein procès de ses ravisseurs à Paris, un magazine israë-



Photo: aff.org

Mehdi Ben Barka, un personnalité emblématique des années 60

lien, Bul, publie un article intitulé: „Des Israéliens dans l'affaire Ben Barka?“ La revue est immédiatement saisie et les deux journalistes arrêtés, mis au secret et jugés par un tribunal militaire.

Et maintenant?

En 2004, le *secret défense* est totalement levé en France sur les documents de l'affaire.

Le 5 octobre 2005, le ministre marocain de la Justice a désigné un juge d'instruction pour exécuter une commission rogatoire adressée au Maroc en septembre 2003 et renouvelée en mai 2005.

Fin novembre, un juge d'instruction français, Patrick Ramaël, doit se rendre au Maroc.

Il reste maintenant à souhaiter que la vérité éclatera sur „le secret d'Etat le mieux gardé du monde“ (Le Péron), l'attentat visant un homme qui représentait une alternative politique au régime tyrannique de Hassan II – son fils ne vaut d'ailleurs guère mieux – et qui était un porte-parole des „damnés de la terre“ aspirant à la liberté et à l'indépendance.

Quant à Oufkir, il tenta en 1972 un putsch manqué contre le roi. Il fut convoqué au palais, où il se serait donné la mort, selon la version officielle. Sa famille – l'épouse et ses six enfants – sera emprisonnée pendant près de vingt ans (!) par la volonté de „notre ami le roi“ (Gilles Perrault).

-> **Deux films ont été consacrés à l'affaire Ben Barka: „L'Attentat“ d'Yves Boisset (1972) avec Gian Maria Volonté, Jean-Louis Trintignant, Michel Piccoli, Jean Seberg, Michel Bouquet ..., et „J'ai vu tuer Ben Barka“ (2005) de Serge Le Péron, dont la sortie ce 2 novembre devrait raviver la mémoire d'une des victimes emblématiques de la lutte pour un monde meilleur.**